



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

ACTION URGENTE POUR EVITER UN BAIN DE SANG AU TOGO

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) qui suit depuis des années la situation des droits humains au Togo et qui participe depuis le 12 avril 2005 à une mission d'observation du processus électoral au Togo sous l'égide du Forum des Organisations de la Société civile de l'Afrique de l'Ouest (**FOSCAO**) ;

- ayant constaté la dégradation continue de la situation politique togolaise depuis la disparition du Général Gnassingbé Eyadema, caractérisée par une rupture du consensus national entre le pouvoir et l'opposition d'une part, et une rupture du consensus au sein du Gouvernement et de l'armée togolaise d'autre part ;
- considérant la déclaration de M. François Boko, Ministre de l'Intérieur, caractérisant la poursuite du processus électoral et du scrutin comme suicidaire et demandant par conséquent leur suspension et la mise en place d'un Gouvernement de transition et de réconciliation nationale;
- considérant que cette déclaration d'un des responsables les plus informés du Togo découle d'un contexte de guerre civile larvée, caractérisé par le rejet par l'opposition togolaise d'un processus électoral mal parti, avec de graves irrégularités qui ont affecté la révision des listes électorales et la distribution des cartes d'électeurs ;
- considérant que les affrontements entre les partis politiques consécutifs à cette situation ont fait 27 morts et plus d'une centaine de blessés depuis le début du processus électoral, ce qui prouve que les différents camps sont bien armés et que cette élection présidentielle risque d'aboutir à un bain de sang.

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) :

- exprime sa profonde préoccupation par rapport à la situation de tension prévalant actuellement au Togo ;
- considère que les conditions d'organisation d'élections libres, démocratiques, transparentes et crédibles n'existent plus au Togo ;
- recommande au Gouvernement et à la classe politique togolaise d'en tirer toutes les conséquences et d'engager un dialogue fécond pour éviter la guerre civile au Togo ;
- invite le Président par intérim du Togo à réexaminer sa position par rapport à l'organisation de cette élection présidentielle dont les conséquences pour la paix, la sécurité et la stabilité du Togo et des pays de la sous-région seront certainement incalculables ;
- lance un appel solennel au Président Mamadou Tandian, Président en exercice de la CEDEAO, pour qu'un Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat soit organisé sur le Togo afin d'éviter un bain de sang et une nouvelle crise en Afrique de l'Ouest comme celle de la Côte d'Ivoire.

**Fait à Dakar, le 22 Avril 2005
Le Secrétariat Général**